

Numéro 106 - 8 août 2016

**Plus jamais Hiroshima! Plus jamais Nagasaki!
Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre!**

Faisons du Canada une zone pour la paix



Plus jamais Hiroshima! Plus jamais Nagasaki! Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre!

- Faisons du Canada une zone pour la paix
- Déclaration de No Harbour for War

Calendrier des événements

- Jour d'Hiroshima 2016

Forum social mondial de Montréal

- Le Forum social débute le 9 août
- Refus inacceptable du Canada d'émettre des visas à des participants

**Plus jamais Hiroshima! Plus jamais Nagasaki!
Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre!**

Faisons du Canada une zone pour la paix



À l'occasion du 71^e anniversaire de la première utilisation d'une arme nucléaire contre des êtres humains, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle les Canadiens à tout mettre en oeuvre pour faire du Canada une zone pour la paix en prenant position contre tous les préparatifs de guerre de l'impérialisme américain et en sortant le Canada de l'OTAN et de NORAD.

Le PCC(M-L) alerte les Canadiens aux manoeuvres de l'élite dominante aux États-Unis pour unir ses factions rivales derrière Hillary Clinton comme présidente de guerre avec son programme pour « redonner à l'Amérique sa grandeur ». Aujourd'hui les États-Unis et leurs alliés s'efforcent par tous les moyens de bloquer les mouvements de résistance des peuples, surtout la mobilisation politique pour les droits démocratiques et contre la guerre et l'agression, en particulier contre les préparatifs pour une troisième guerre mondiale. À l'occasion de l'anniversaire d'Hiroshima et Nagasaki, le PCC(M-L) rappelle le devoir internationaliste des Canadiens de faire en sorte que le Canada ne soit pas un facteur pour la guerre et de s'opposer directement à l'élection d'un président de guerre et à l'accélération des préparatifs de guerre aux États-Unis.



Les États-Unis continuent de prétendre que le bombardement atomique d'Hiroshima le 6 août 1945 et de Nagasaki le 9 août était justifié, moral et légitime. La bombe à uranium larguée sur Hiroshima a tué environ 140 000 personnes sur le coup et 237 000 au total. La bombe à plutonium larguée sur Nagasaki a tué 8 500 personnes sur le coup et plus de 70 000 par suite de blessures et d'exposition à la radiation. Ces crimes de guerre sans précédent n'avaient rien à voir avec la lutte contre le militarisme japonais qui subissait des défaites partout et dont la capitulation était imminente. Cette

tuerie de masse des populations civiles d'Hiroshima et Nagasaki était d'abord et avant tout conçue pour menacer les peuples du monde, surtout ceux d'Union soviétique, les États-Unis étant disposés à s'abaisser à ce niveau de dépravation et de criminalité pour imposer leur domination.

Depuis, l'impérialisme américain n'a jamais accepté rien de moins que l'avantage nucléaire sur tous les pays du monde, ce qui a provoqué une course aux armements nucléaires et soumis les peuples du monde au chantage nucléaire. Le refus de rendre des comptes pour ces actions et cette folle quête de domination mondiale fait en sorte que la menace continue de planer sur nos têtes. La prétention des impérialistes américains de se soucier du désarmement nucléaire et de la non-prolifération nucléaire cache leur détermination à conserver leur avantage stratégique et leur capacité de première frappe. Les déclarations sur la réduction des stocks d'armes nucléaires partent d'un froid calcul pour maintenir leur avantage en armes conventionnelles et nucléaires et visent à faire oublier que le gouvernement américain a entrepris un programme de 1 billion \$ pour moderniser son arsenal nucléaire au cours des 30 prochaines années.



La répudiation des crimes d'Hiroshima et Nagasaki a contribué au profond sentiment d'opposition des Canadiens à l'utilisation et à la prolifération des armes nucléaires. Ce sentiment est si répandu que les États-Unis ont dû retirer toutes leurs armes nucléaires du Canada à compter de 1984, bien que le Canada ait continué de jouer un rôle important dans le programme d'armement nucléaire américain, comme il l'a fait d'ailleurs dans la fabrication des armes utilisées à Hiroshima et Nagasaki. Aujourd'hui

environ 60 % des Canadiens vivent dans des villes déclarées officiellement zones libres d'armes nucléaires. Malgré cela, le gouvernement canadien trahit l'appel *Plus jamais Hiroshima et Nagasaki !* en continuant de collaborer avec les États-Unis, notamment en permettant les essais des systèmes de livraison des armes nucléaires et en permettant à des navires et avions transportant des armes nucléaires d'entrer en territoire canadien.

À l'occasion de l'anniversaire d'Hiroshima et Nagasaki cette année, les agences de nouvelles rapportent que le président des États-Unis Barack Obama songe à modifier la politique nucléaire de son pays avant de quitter ses fonctions. Il pourrait bientôt annoncer le désaveu de la politique selon laquelle les États-Unis ne peuvent utiliser l'arme nucléaire qu'en réponse à une frappe nucléaire ou à la détection d'une frappe nucléaire enclenchée. C'est ainsi qu'il donnerait suite à « l'engagement à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans les armes nucléaires » annoncé dans son discours du 5 avril 2009 à Prague, en République tchèque. Depuis le discours de Prague, les États-Unis ont entrepris de s'instituer en gendarme de l'utilisation des armes, des matières et des technologies nucléaires dans le monde et de consolider leur statut de superpuissance nucléaire.[1]



Durant cette même période, le régime Obama a présidé à une expansion sans précédent des systèmes de défense antimissile à l'intérieur des États-Unis, dans le Pacifique, à bord de navires dans la mer Baltique et dans la Méditerranée et en Europe de l'Est et il compte maintenant établir un système de défense en haute altitude (THAAD) en Corée du sud. L'expansion des boucliers antimissiles américains marque une escalade de la course aux armes nucléaires puisque le but de ces systèmes est de neutraliser les missiles nucléaires et conventionnels lancés par d'autres pays et de maintenir l'avantage américain dans tout scénario d'attaque nucléaire, y compris dans les cas de première frappe des pays de l'OTAN. C'est un sujet très préoccupant pour les Canadiens à l'heure où le gouvernement libéral de Justin Trudeau prépare le terrain pour l'adhésion du Canada aux systèmes de boucliers antimissiles des États-Unis sous prétexte de « technologies et de menaces changeantes ».[2]



Manifestation à Séoul le 13 juillet 2016 contre le déploiement du THAAD

À l'occasion de cet anniversaire solennel, le PCC(M-L) transmet ses sympathies aux survivants d'Hiroshima et Nagasaki et félicite tous ceux et celles qui résistent dans le monde. Il appelle les Canadiens et Canadiennes à prendre position contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme américain et à s'opposer vigoureusement à la participation du Canada aux systèmes de boucliers antimissiles des États-Unis. Le mot d'ordre *Plus jamais Hiroshima et Nagasaki !* ne sera une réalité que lorsque les peuples du monde s'uniront dans l'action pour arrêter l'impérialisme américain. Les Canadiens et Canadiennes épris de paix et de justice doivent entreprendre maintenant de bâtir les organisations nécessaires pour établir un gouvernement antiguerre qui fera du Canada une zone pour la paix.

Notes

1. « Danger pour le monde : les États-Unis se donnent le rôle de gendarme du monopole nucléaire et le Canada approuve », *LML* 17 juin 2016.
2. « Non à la participation du Canada au programme de défense antimissile des États-Unis », *LML* 13 juin 2016



Déclaration de No Harbour for War*

Piquet hebdomadaire contre la guerre
Tous les vendredis de 16 h à 17 h (si la météo le permet)
À l'angle de Spring Garden Rd et de la rue Barrington

***Organisons-nous et préparons les conditions pour
un gouvernement antiguerre !***

Il y a 71 ans, les 6 et 9 août 1945, les États-Unis larguaient des bombes atomiques sur les villes japonaises d'Hiroshima et Nagasaki, massacrant instantanément 200 000 personnes et provoquant des retombées nucléaires qui allaient durer plusieurs générations. L'attaque autorisée par le président Harry S. Truman visait censément à mettre fin à la guerre du Pacifique et à sauver la vie de soldats et de citoyens américains.

En janvier 1995 le *New York Times* rapportait : « Certains historiens prétendent en effet que le bombardement ne visait pas tant l'ennemi qu'était le Japon que l'allié qu'était l'Union soviétique, pour lui livrer un avertissement sur la rivalité d'après-guerre. »

Le chef de l'état-major l'amiral William D. Leahy était parmi ceux qui s'opposaient explicitement à l'utilisation de la bombe atomique contre le Japon. Il écrit : « L'utilisation de cette arme barbare à Hiroshima et Nagasaki n'était d'aucun recours matériel dans notre guerre contre le Japon. Les Japonais étaient déjà vaincus et prêts à se rendre. »



La Conférence de Potsdam qui a réuni les alliés du 17 juillet au 2 août 1945 avait obtenu l'engagement de l'Union soviétique à se joindre à la guerre du Pacifique. Aussitôt que le Troisième Reich fut vaincu à Berlin, en mai 1945, Staline a entrepris de redéployer l'Armée rouge contre le Japon. L'Union soviétique devait officiellement entrer en guerre dans le Pacifique le 15 août. En fait, l'Armée rouge fut déployée dans le Manchourie le 8 août, une semaine plus tôt que prévu.

Tout cela montre que l'objectif des États-Unis n'était pas de mettre fin à la guerre mais bien d'établir leur hégémonie. Aujourd'hui l'arsenal nucléaire des États-Unis est plus grand que jamais. Le gouvernement américain a annoncé l'allocation de 355 milliards \$ au cours des dix prochaines années pour ajouter quelque 5000 ogives nucléaires, chacune plusieurs fois plus puissante que les bombes larguées sur le Japon en 1945.

No Harbour for War appelle les Canadiens et Canadiennes à faire du monde entier une zone sans armes nucléaires, à s'opposer à la participation du Canada aux guerres d'agression des États-Unis et à établir un gouvernement antiguerre au Canada. En cette occasion nous nous joignons aux commémorations qui se tiennent dans le monde entier pour les victimes d'Hiroshima et Nagasaki.

Nos pensées sont avec le peuple japonais qui continue d'exiger le retrait de l'armée américaine de son pays et qui veut s'assurer que le Japon ne devienne plus jamais un pays belligérant.

** No Harbour for War (Pas de port pour la guerre) est une organisation basée à Halifax qui lutte pour les droits de tous et pour un gouvernement antiguerre au Canada. Pour plus de renseignements : noharbourforwar@hotmail.com*

(5 août 2016)



Calendrier des événements

Jour d'Hiroshima 2016

Mardi 9 août 2016

Montréal

Marche d'ouverture du Forum social mondial

Parc La Fontaine (coin Cherrier et avenue du Parc La Fontaine)
Marche jusqu'à Sainte-Catherine et Jeanne-Mance (Place des festivals)
pour la grande ouverture à 18 h 30

Winnipeg

Lanternes pour la paix 2016

19 h à 21 h

Memorial Park, 470 avenue York
*Organisé par l'Alliance pour la paix de Winnipeg,
l'Association culturelle japonaise du Manitoba et le chapitre de Winnipeg
du Conseil des Canadiens*



Forum social mondial de Montréal

Le Forum social débute le 9 août

Joignez-vous à la marche d'ouverture du Forum social mondial

Mardi 9 août

Parc La Fontaine (coin Cherrier et avenue du Parc La Fontaine)
Ouvert au public

14 heures : Activités créatives dans le parc

**17 h 30 : Marche vers la Place des Festivals
(Sainte-Catherine et Jeanne-Mance)**

18 h 30 : Grande ouverture avec des groupes musicaux et culturels

Le Forum social mondial 2016 est le 12e du genre à se tenir depuis 2001. Il se tient cette année à Montréal du 9 au 14 août à différents endroits dans la ville dont l'Université McGill, l'UQAM, l'Université Concordia et le cégep du Vieux-Montréal. Le thème de l'édition 2016 est « Un autre monde est nécessaire, ensemble il devient possible ! »

Le comité organisateur, le Collectif du Forum social mondial 2016, s'attend à une participation de plus de 10 000 personnes dont plus de 2000 provenant de l'extérieur du Canada. Plus de 1000 activités vont se dérouler du 10 au 12 août dont les Grandes conférences et des activités autogérées organisées par les participants au forum.

L'ouverture du Forum social a lieu mardi 9 août au Parc La Fontaine par une marche qui devrait regrouper des milliers de personnes. La marche d'ouverture est une occasion importante pour exprimer nos aspirations à un Canada qui est une zone pour la paix dans le contexte des développements dangereux qui ont lieu dans le monde et pour contribuer à l'amitié entre les peuples et les nations. Les participants vont mettre de l'avant leurs mots d'ordre pour l'édification d'un monde meilleur, pour la défense des droits de tous au Canada, la défense de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples et l'opposition aux préparatifs de guerre des impérialistes américains et des grandes puissances. Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) lance l'appel à tous à participer vigoureusement à la marche d'ouverture pour s'opposer à l'impérialisme et à un Canada fauteur de guerre.

Le forum va se terminer par des événements publics au Parc Jarry (coin Jarry et Saint-Laurent) de 9 heures à 23 heures le 13 août et de 14 heures à 18 heures le 14 août (les activités du 14 commencent une heure après le début du défilé de la fierté Montréal 2016).

Le Forum social mondial 2016 fait partie du Forum social mondial qui a débuté en 2001 à Porto Alegre au Brésil dans lequel 12 000 personnes venues de partout dans le monde ont participé. L'objectif du forum est de rechercher des alternatives aux politiques néolibérales qui sont imposées aux peuples à l'échelle mondiale en encourageant la participation du plus grand nombre de personnes et d'organisations possibles et en procédant à des partages d'expériences et d'opinions qui contribuent à faire avancer la lutte pour un autre monde.

Depuis le premier forum à Porto Alegre, dix autres forums se sont tenus en différents endroits du globe, dont 4 autres au Brésil, à Porto Alegre et à Belém. La quatrième édition a eu lieu à Bombay en Inde. Les autres forums ont eu lieu à Caracas au Venezuela, à Nairobi au Kenya, à Dakar au Sénégal, et Tunis en Tunisie a été l'hôte de deux forums.

Le coût de l'inscription est de 40 \$ et les gens ayant peu de moyens peuvent payer un prix de solidarité de 10 \$. Pour de plus amples informations sur l'inscription ou le programme du Forum Social Mondial, cliquer [ici](#) pour accéder au *Guide officiel des participants*.



Refus inacceptable du Canada d'émettre des visas à des participants

Le 5 août, les organisateurs du Forum social mondial (FSM) ont révélé que le gouvernement canadien a refusé d'émettre des visas à des centaines de personnes qui étaient inscrites au forum de Montréal. Ils estiment que sur les quelque 2000 délégués qui ont reçu des lettres d'invitation, 75 % se sont fait refuser leur demande de visa ou n'ont pas reçu de réponse. Selon les organisateurs, ce refus d'entrée massif dans un pays hôte est une première dans l'histoire des 12 forums qui ont eu lieu depuis 2001.

Les délégués dont la demande de visa a été refusée comprennent l'ex-ministre de la Culture et du Tourisme du Mali et candidate au poste de secrétaire général des Nations unies Aminata Traoré et le président du Syndicat palestinien des travailleurs des services postaux Imad Temiza. Les porte-paroles du FSM ont dit que les personnes auxquelles on a refusé l'entrée viennent principalement d'Afrique et de l'Asie de l'Ouest et notamment de pays comme la République démocratique du Congo, le Maroc, l'Iran et le Nigeria. Ils ont ajouté que l'entrée a aussi été niée à plusieurs délégués d'Haïti et du Népal.

Les médias iraniens ont rapporté en juillet que tous les militants et tous les représentants d'ONG du pays se sont vu refuser un visa bien que plusieurs d'entre eux aient pris part au forum tenu en Tunisie en 2015.

Citoyenneté et Immigration Canada a fait parvenir des communiqués aux médias dans lesquels il prétend que ceux qui se sont vu interdire l'entrée n'ont pas respecté les critères en vigueur pour une visite au Canada. La porte-parole Nancy Caron a dit aux médias que « Immigration Canada travaille de façon étroite avec les organisateurs de l'événement pour faire en sorte que les délégués font leur demande de visa le plus tôt possible et qu'ils comprennent bien les critères que doivent suivre ceux qui veulent visiter le Canada. Les décisions sont prises par du personnel hautement qualifié conformément aux lois canadiennes. »

Les raisons les plus courantes invoquées pour le rejet sont « l'incertitude » et des « préoccupations » en ce qui concerne le départ de ces visiteurs du Canada, leur situation financière et leurs voyages précédents. Autrement dit, les décisions ont été prises sur la base de préjugés et d'impressions à propos des individus et des préjugés officiels du gouvernement canadien et non de critères objectifs.

Carmina Mac Lorin, une coordonnatrice du forum, a dit aux médias que « nous vivons dans un pays qui exerce une discrimination totale en ce qui concerne l'accès et nous en avons un exemple concret en ce moment ». Les organisateurs du forum ont émis un communiqué qui dit entre autres : « Si le nombre massif de refus soulève l'indignation, les raisons qui sont invoquées par les représentants canadiens soulèvent la colère. »

On rapporte plusieurs cas de rejets douteux et reposant sur la discrimination. Les organisateurs du Groupe de travail Indymedia Africa (IAWG) écrivent :

« Quatre journalistes nigériens de Sahara Reporters ont été refusés sous l'argument fallacieux que leur demande ne comprenait pas les documents bancaires relatifs à leur organisation alors que l'ambassade n'avait jamais requis de tels documents. Deux activistes bien connus à la défense des droits humains du Mali, dont la présidente de l'Association de Défense des Droits des Aides ménagères et Domestiques (ADDAD), se sont vu refuser un visa soi-disant parce que 'leur voyage n'avait pas un objectif clair'. Il en a été de même pour des organisateurs communautaires du réseau

'No Vox Afrique', en particulier de ceux qui proviennent du Bénin, du Burkina Faso et du Togo. Une militante des droits des femmes du Nigeria, un organisateur étudiant du Ghana et un journaliste de la radio au Ghana n'ont toujours pas reçu de réponse à leur demande bien qu'ils l'aient remplie bien avant l'échéance fixée par le gouvernement pour qu'un processus normal s'engage. »

Moussa Coulibaly, un délégué malien du IAWG, lui aussi rejeté, a dit : « Il est inacceptable qu'une ambassade puisse refuser un visa pour une excuse aussi faible que 'leur voyage n'avait pas un objectif clair'. »

Le IAWG a fait remarquer que « les autorités canadiennes auraient tout aussi bien pu interdire la tenue du Forum social mondial (FSM) dans leur pays plutôt que de le déstabiliser en refusant en masse un visa aux participants ».

Omoyele Sowore, le fondateur et le rédacteur en chef de Sahara Reporters, a dit ceci : « Nous nous serions attendus à ce que le consulat canadien, en cas de doute que nous soyons capables de soutenir nos délégués, aurait requis plus de documents. Ce n'est pas ce qui s'est produit ; tous les délégués parrainés par nous se sont vu refuser un visa. Le gouvernement canadien devrait savoir qu'en autorisant la tenue du FSM en sol canadien, il acceptait tout le monde sans égard à la race, à la classe ou à la géographie sociale. »

Dans une lettre ouverte, les activistes iraniens écrivent ce qui suit : « Le consulat du Canada a refusé d'émettre des visas sous de faux prétextes comme un objectif incertain à la visite, bien que celui-ci soit évident dans les lettres d'invitations, ou encore que les personnes mariées ayant des enfants avaient peu de liens familiaux dans leur pays de résidence... Cette attitude semble témoigner d'un comportement sélectif et discriminatoire politiquement de la part du gouvernement du Canada envers les militants sociaux et les défenseurs des droits humains. On n'oubliera jamais ce comportement inhumain dans notre monde tumultueux d'aujourd'hui. »

(CBC, CSN, Montreal Media Co-op)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca